



Avec A&D, parlons vrai !

Madame Vallaud-Belkacem inflige aux ZEP une lourde condamnation avec sursis pour avoir tenté de venir en aide aux élèves défavorisés.

Pour Action et Démocratie, les grands perdants de la réforme de l'éducation prioritaire sont bien les lycées de l'éducation prioritaire (ex-ZEP) qui devraient bénéficier d'une « carte élargie » sous un label unique et avec des moyens stabilisés dans le temps.

Les lycées ont bien été concernés par la dernière réforme de l'éducation prioritaire (rentrées 2014 et 2015). En effet, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'a rien trouvé de mieux que de mettre leur statut en pointillé tout en promettant un nouvel examen pour le prochain quinquennat ! Vallaud-Belkacem a donc bel et bien cassé les ZEP ! En attendant sa réélection, ces lycées disposent, comme les collèges et écoles sortis d'éducation prioritaire, d'une « *clause de sauvegarde* » sous forme de sursis. Elle permettra aux collègues de garder pendant quatre ans leur prime spécifique et un barème avantageux pour une mutation.

Aucune garantie après 2019 ! Peut-être faut-il chercher dans l'espoir d'une alternance qui libérerait la parole des syndicats co-gestionnaires pour que ces moyens soient maintenus après 2019.

Action et Démocratie demande le rétablissement de l'entière liste des lycées qui étaient en éducation prioritaire tout en appliquant les critères de classement à des établissements nouveaux.

Action et Démocratie s'est insurgé dès le début de 2014 contre cette remise en question de la reconnaissance des difficultés liées à l'exercice de notre métier en Lycées ZEP et des moyens supplémentaires et adaptés qui devaient y être liés.

Nous avons déjà interpellé la Ministre et les Recteurs qui expliquaient alors que les lycées seraient associés au nouveau système REP et REP + .

Pourquoi alors les avoir retirés tout en prétendant les réintégrer plus tard ?

Force est de constater que le fameux « dialogue social » dont se gargarise le gouvernement n'est qu'une vaste fumisterie à laquelle ne croient plus que ceux qui y participent.

C'est faire insulte à la capacité de compréhension des enseignants que de promettre des revalorisations de salaire pour 2020 autant que de promettre l'extension de la réforme de l'éducation prioritaire « *lors du prochain quinquennat que nous effectuerons* ». Dixit Vallaud-Belkacem !!!!! Quel chantage ! Quel cynisme !

Et que deviennent donc nos élèves en difficulté extrême ? Ceux qui sont pris quotidiennement en charge par des enseignants dévoués mais usés par tant d'incompréhension.

Sont-ils condamnés à venir grossir le flux des désœuvrés qui traînent dans les cités ?

Nous ne pouvons pas nous résoudre à cet abandon et nous adressons à nos collègues des ex-ZEP tout notre soutien dans leur lutte actuelle tout en adressant à la Ministre un rappel de nos revendications.

Walter CECCARONI

Président A&D cfe/cgc

Membre du bureau fédéral CFE/CGC Services Publiques

.